



**FEDERALE RAAD VOOR DUURZAME ONTWIKKELING
CONSEIL FÉDÉRAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Aduatukersstraat 71-73
B-1040 Brussel
België

71-73 rue des Aduatiques
B-1040 Bruxelles
Belgique

☎ +32 (0)2 743 31 50
☎ +32 (0)2 743 31 59

✉ frdo.cfdd@skynet.be
<http://www.belspo.be/frdocfdd/>

**AVIS CONCERNANT UN PROJET D'AR MODIFIANT
L'AR DU 24 MAI 1982 REGLEMENTANT LA MISE SUR LE MARCHÉ
DE SUBSTANCES POUVANT ETRE DANGEREUSES
POUR L'HOMME OU SON ENVIRONNEMENT**

CFDD / 1999A07F / 30 juin 1999

A la demande du Secrétaire d'Etat à l'Environnement, M. Jan Peeters, dans une lettre du 7 juin 1999;

Approuvé le 30 juin 1999*.

1. Introduction

Le présent projet d'AR vise à adapter les annexes I et V de l'AR du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement à la Directive 98/73/CE de la Commission du 18 septembre 1998 portant vingt-quatrième adaptation au progrès technique de la Directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses. Le CFDD a déjà donné un avis le 15 juin 1999 sur un autre projet d'AR qui vise à adapter l'AR du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi à cette même Directive.

2. Avis

Le CFDD constate qu'avec le présent projet d'AR, on va à l'encontre de la remarque qu'il a formulée dans son Deuxième avis sur les substances et préparations dangereuses du 15 juin 1999, à l'égard de la transposition de la Directive 98/73/CE de la Commission du 18 septembre 1998 portant vingt-quatrième adaptation au progrès technique de la Directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances dangereuses (*voir point 2 de cet avis*).

Le CFDD répète sa demande d'assurer la transposition de la Directive 67/548/CEE et des modifications ultérieures en une seule réglementation intégrée sous forme d'un AR, en exécution aussi bien de la loi du 21 décembre 1998 qu'en exécution de la loi du 28 janvier 1999. Le CFDD réitère également sa demande d'examiner si en application d'un tel nouvel arrêté, il serait possible d'exécuter les adaptations techniques de cet arrêté aux adaptations de la Directive précitée au progrès technique, par un arrêté ministériel (*voir point 4 de cet avis*).

* Le CFDD a discuté le présent avis en son assemblée générale du 15 juin 1999.

Le texte définitif a été finalisé par une procédure écrite qui s'est terminée le 30 juin.
